

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/514
28 août 2003

(03-4497)

Conseil général

Original: anglais

PARAGRAPHES 13, 14, 15 ET 16, TRAITANT DES QUESTIONS DE SINGAPOUR, DU PROJET DE TEXTE MINISTÉRIEL POUR CANCÚN CONTENU DANS LE DOCUMENT JOB(03)/150/REV.1

Bangladesh, Botswana, Chine, Cuba, Égypte, Inde, Indonésie, Kenya, Malaisie,
Nigéria, Ouganda, Philippines, Tanzanie, Venezuela, Zambie et Zimbabwe

La Mission permanente de l'Inde, au nom des délégations ci-dessus, a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 27 août 2003.

Paragraphe 13, 14, 15 et 16, traitant des questions de Singapour, du projet de texte ministériel pour Cancún contenu dans le document JOB(03)/150/Rev.1

Dans les paragraphes 13, 14, 15 et 16 du projet de texte ministériel traitant des questions de Singapour, deux options ont été indiquées, l'une exprimant le point de vue des intéressés et l'autre celui de ceux qui sont favorables à la poursuite du processus de clarification. La grande divergence de vues entre les Membres sur ces questions n'offre pas d'autre choix.

Toutefois, les Annexes D, E, F et G du projet de texte ministériel, qui reflètent le point de vue des intéressés au sujet des modalités, donnent une idée fausse, à savoir que les Membres ont discuté des Annexes. Il convient de noter que le texte sur la transparence des marchés publics a été présenté par les intéressés au cours d'une réunion en groupe restreint. À notre connaissance, les intéressés n'ont présenté aucun texte sur la facilitation des échanges. Le texte sur la politique de la concurrence a été examiné uniquement au cours d'une réunion en groupe restreint. Seul le document des intéressés sur l'investissement a été présenté et examiné, sans résultat, à la réunion au niveau des Chefs de délégation. Par conséquent, les Membres n'ont pas eu la possibilité d'examiner les modalités identifiées par les intéressés dans toutes les Annexes du projet de texte ministériel.

On ne voyait pas bien comment ces questions seraient traitées dans le projet de texte ministériel; c'est pourquoi les Membres qui sont favorables à la poursuite du processus de clarification n'ont pas pu faire part de leurs vues sur les questions appelant une nouvelle clarification sous la forme d'un document, même s'ils les avaient exprimées en détail durant les consultations. La délégation de mon pays ainsi que celles du Bangladesh, du Botswana, de la Chine, de Cuba, de l'Égypte, de l'Indonésie, du Kenya, de la Malaisie, du Nigéria, de l'Ouganda, des Philippines, de la Tanzanie, du Venezuela, de la Zambie et du Zimbabwe ont identifié conjointement les questions qui appellent une nouvelle clarification dans les groupes de travail respectifs/au CCM. Ces questions sont traitées dans les Annexes jointes à la lettre.

Pour qu'il soit rendu compte de façon équilibrée du large éventail de vues sur ces questions dans le projet de texte ministériel, nous vous saurions gré de bien vouloir ajouter ces Annexes au

projet de texte à transmettre aux Ministres. Nous demandons également que la présente lettre ainsi que les Annexes soient distribuées à tous les Membres en tant que document formel du Conseil général, afin que chaque Membre connaisse les vues de nos délégations sur cette question importante.

Les questions identifiées dans les Annexes constituent une liste exemplative et non exhaustive; les coauteurs se réservent le droit de soulever d'autres questions au cours du processus de clarification. Par ailleurs, il convient de rappeler que les négociations sur ces questions ne peuvent commencer que sur la base d'un consensus explicite sur les modalités de ces négociations.

Liens entre commerce et investissement
Questions appelant une nouvelle clarification au Groupe de travail

1. L'objet des discussions sera de permettre une meilleure compréhension des éléments de tout cadre multilatéral possible sur l'investissement et de l'incidence d'un tel cadre sur l'économie nationale des Membres, en particulier des Membres en développement.

2. Sur la base du paragraphe 22 de la Déclaration ministérielle de Doha et des travaux effectués jusqu'ici au Groupe de travail des liens entre commerce et investissement, les discussions dans le cadre du processus de clarification seront centrées sur les aspects suivants:

- Il existe une large divergence entre les Membres sur la question de la **portée et de la définition**; point de savoir si seul devrait être visé l'investissement étranger direct concernant les marchandises sur la base d'une définition fondée sur l'entreprise, l'accent étant mis en particulier sur les IED axés sur la création d'activités entièrement nouvelles et sur les plates-formes d'exportation qui se traduiront par une expansion du commerce ou s'il fallait inclure également les investissements de portefeuille étrangers, les transactions sur la dette, l'investissement à court terme et à caractère spéculatif, les alliances stratégiques et les participations minoritaires, les fusions et les acquisitions. Il est donc nécessaire de clarifier le type d'IED qui devrait être visé par un cadre multilatéral possible. Il faut aussi clarifier le point de savoir si les mesures au niveau infranational devraient aussi être visées et, dans l'affirmative, préciser le mécanisme à mettre en place pour maintenir une flexibilité pour les Membres en développement, y compris des exclusions sectorielles à des fins de développement.
- Il existe une large divergence quant à la portée de toutes obligations en matière de **transparence** – point de savoir si celles-ci doivent être limitées à la publication et à la notification des politiques, lois et réglementations pertinentes ou si elles devraient être étendues à l'administration des lois et procédures intérieures, à la notification préalable et aux observations sur les dispositions relatives à l'investissement. Il n'y a pas de convergence sur le point de savoir si et comment les obligations en matière de transparence s'appliqueraient i) aux Membres d'origine, pour viser entre autres choses la publication, la notification des politiques, lois et réglementations en ce qui concerne les flux d'investissement sortants, les opérations à l'étranger de sociétés à partir de leurs territoires, les restrictions sectorielles, les restrictions concernant la destination et le transfert de technologie; et ii) aux investisseurs étrangers, pour viser les renseignements portant entre autres choses sur la mobilisation de ressources, la vente et l'achat de produits et de services, les prix de cession interne ainsi que les relations commerciales et la répartition des ressources et profits. On ne sait pas bien si et comment une dérogation aux obligations en matière de transparence serait autorisée pour les Membres en développement pour des raisons de développement ou du fait d'un manque de ressources. Il est donc nécessaire de clarifier encore la portée et le champ de l'obligation de transparence pour le Membre d'accueil, le Membre d'origine et l'investisseur étranger.
- Il existe une large divergence sur la question de l'application des principes de **non-discrimination** (traitement NPF et traitement national) – point de savoir si des dispositions concernant la non-discrimination au stade de l'investissement avant établissement feraient partie d'un quelconque cadre multilatéral. Comment les Membres conserveraient-ils le droit à une flexibilité en matière de politiques pour sélectionner et canaliser les investissements conformément aux objectifs de politique nationale? Comment des exceptions spécifiques seraient-elles prévues dans la phase après établissement pour les Membres en développement et les Membres les moins avancés pour des raisons de politique de développement? Il est nécessaire de clarifier encore la question de l'application des principes

de non-discrimination au mouvement des capitaux/investissements – ce qui est très différent du commerce des marchandises ou des services.

- Il faut clarifier les **exceptions et les sauvegardes** concernant la **balance des paiements**, y compris le droit des Membres de réglementer et d'appliquer des restrictions aux mouvements ou aux transferts de fonds effectués par les investisseurs étrangers à destination ou en provenance du Membre d'accueil pour prévenir et traiter tout problème de balance des paiements ou autre problème financier ou monétaire. On ne sait pas bien non plus si et comment des sauvegardes plus larges pour d'autres situations spéciales telles que l'équivalent d'une poussée des importations s'appliqueraient.
- Il faut une certitude quant à la façon dont le **traitement spécial et différencié** et des flexibilités suffisantes seraient incorporés à l'architecture de tout cadre, y compris par des exceptions (exclusions systémiques, générales, à des fins de sécurité, par Membre, permanentes, clause de développement) pour les Membres en développement et les Membres les moins avancés. Toute la question de l'intégration de la dimension développement dans un cadre multilatéral possible devrait être clarifiée.
- Il existe une large divergence entre les Membres quant au traitement des **prescriptions de résultats** dans tout cadre et sur le point de savoir si et comment les Membres en développement et les Membres les moins avancés pourraient avoir la liberté d'appliquer des prescriptions de résultats, y compris en ce qui concerne la teneur en éléments d'origine locale, le transfert de technologie, la recherche-développement, les résultats à l'exportation, la formation, la fabrication et la création d'emplois. Cela appellerait une nouvelle clarification.
- Il existe une large divergence entre les Membres quant à la nécessité de consolider **les obligations des investisseurs et mesures des gouvernements d'origine** pour faire respecter ces obligations portant entre autres choses sur l'interdiction des pratiques commerciales restrictives, la promotion du transfert de technologie, la propriété et le contrôle, la protection des consommateurs et de l'environnement, la divulgation et la comptabilité, et point de savoir si les mesures du gouvernement d'origine devraient inclure des dispositions spécifiques dans les lois du Membre d'origine pour faire respecter les obligations des investisseurs. On ne sait pas bien comment il serait fait en sorte que les investisseurs étrangers reconnaissent les objectifs de politique nationale du Membre d'accueil, y compris les politiques se rapportant à la propriété, au contrôle, à la participation et aux opérations des investisseurs étrangers, et adhèrent à ses objectifs et valeurs socioculturels. Comment faire en sorte que tout cadre reflète de manière équilibrée les intérêts des Membres d'origine et des Membres d'accueil et tienne dûment compte des politiques et objectifs de développement du gouvernement du Membre d'accueil? Toute la question des obligations des investisseurs et des mesures du gouvernement d'origine devrait être soigneusement examinée.
- Clarification de **la réglementation des incitations à investir**, y compris aux niveaux infranationaux, avec, pour les Membres en développement, la flexibilité de mettre en œuvre leurs politiques et priorités en matière de développement.
- Les **normes de protection concernant l'expropriation et la compensation** ne sont pas claires; l'expropriation indirecte, réglementaire ou rampante, ainsi que toute perte de recettes ou de rendement de l'investissement seraient-elles exclues du champ de l'expropriation quel qu'il soit? Le droit des Membres de réglementer dans l'intérêt général devrait-il être reconnu explicitement?
- La relation entre tout cadre multilatéral et les dispositions pertinentes de l'OMC n'est pas claire;

- Nouvelle clarification de la relation entre tout cadre multilatéral et les arrangements bilatéraux et régionaux existants sur l'investissement;
- Un cadre multilatéral sur l'investissement serait-il couvert par le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends?
- Autres questions que les participants voudront peut-être soumettre pour clarification.

Commerce et politique de la concurrence
Questions appelant une nouvelle clarification au Groupe de travail

- **Non-discrimination:**
 - i) Incidence du principe du traitement national sur la marge de manœuvre que possèdent les Membres en développement et les Membres les moins avancés pour appliquer des stratégies industrielles et sociales et autres stratégies de développement.
 - ii) Champ d'application du principe de la non-discrimination.
 - iii) Nouvelle clarification de la relation entre tout cadre multilatéral et les arrangements bilatéraux et régionaux existants sur le commerce et la politique de la concurrence.
- **Transparence:** Clarification de l'obligation de notifier ou de publier les décisions prises dans les différentes affaires; les obligations de transparence viseraient-elles la divulgation des priorités en matière d'exécution, des critères de sélection des affaires, des critères d'exemption et du principe de la dérogation?
- **Ententes injustifiables:** Clarification de la définition des ententes injustifiables, y compris le rôle des ententes à l'exportation; les critères concernant la prohibition de ces ententes seraient-ils fondés sur une approche "*per se*" ou sur une approche selon "la règle de raison"? Quelle serait la portée de l'exemption de la prohibition générale concernant les ententes injustifiables? Il est entendu que les arrangements intergouvernementaux doivent être exclus de la définition.
- **Coopération internationale:** Nouvelle clarification de la charge que représenterait probablement pour les Membres en développement et les Membres les moins avancés la communication des renseignements demandés par les Membres développés et des moyens de leur accorder une compensation pour leurs efforts. La coopération volontaire limiterait-elle la capacité des Membres en développement et les Membres les moins avancés de bénéficier de la coopération des Membres développés dans les enquêtes sur les pratiques anticoncurrentielles? Quelles seraient les normes pour l'échange de renseignements non confidentiels, etc.?
- **Mécanisme de mise en conformité:** Clarification de la portée de l'applicabilité du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et/ou de l'examen par les pairs dans ce domaine.

Transparence des marchés publics
Questions appelant une nouvelle clarification au Groupe de travail

Toutes nouvelles règles possibles devraient viser les aspects relatifs à la transparence uniquement et elles ne viseront pas l'accès aux marchés, et ne restreindront pas la possibilité pour les Membres d'accorder des préférences aux fournitures et fournisseurs nationaux comme il a été convenu à Doha.

- **Définition, portée et champ d'application:** Quelle devrait être la définition des marchés publics; devrait-elle englober uniquement les marchandises ou à la fois les marchandises et les services; devrait-elle être limitée uniquement aux marchés passés au niveau fédéral/central; point de savoir si seuls les marchés dépassant certaines valeurs de seuil devraient être visés; y aurait-il des critères quelconques pour définir les seuils ou faudrait-il laisser aux différents Membres le soin de les déterminer; point de savoir si les achats effectués par les entreprises de services publics devraient être exclus; et quelle devrait être la nature du traitement spécial et différencié en ce qui concerne ces éléments?
- **Méthodes de passation des marchés et procédures connexes:** Devrait-il y avoir une prescription quelconque concernant l'utilisation de méthodes de passation des marchés et de procédures connexes particulières ou les entités contractantes devraient-elles avoir la flexibilité totale de choisir les méthodes de passation des marchés et les procédures connexes conformément à la législation et à la pratique nationales? En quoi cela favoriserait-il les objectifs de développement?
- **Procédures de réexamen intérieures:** Le cadre devrait-il viser uniquement la communication de renseignements sur les mécanismes de réexamen intérieurs existants ou viser des paramètres ou principes généraux devant être observés par les Membres? Devrait-il y avoir des critères communs que tous les Membres devraient suivre ou faudrait-il laisser à chaque Membre le soin de déterminer son propre mécanisme?
- **Système de règlement des différends de l'OMC:** Le mécanisme de règlement des différends de l'OMC s'appliquerait-il à de nouvelles règles possibles concernant la transparence. Dans l'affirmative, comment le mécanisme de rétorsion croisée fonctionnerait-il? La procédure en situation de non-violation serait-elle applicable? D'autres méthodes de mise en conformité peuvent-elles être étudiées?
- Comment la primauté peut-elle être donnée dans les négociations aux aspects relatifs au développement conformément au Programme de Doha pour le développement? Étant donné le niveau de développement économique actuel de la plupart des Membres en développement et des Membres les moins avancés, comment des dispositions relatives au traitement spécial et différencié adéquates, effectives et impératives peuvent-elles être incluses?

Facilitation des échanges
Questions appelant une nouvelle clarification au CCM

Un certain nombre de questions nécessitent une nouvelle clarification et une réflexion plus poussée avant qu'une décision informée puisse être prise sur l'opportunité de lancer ou non des négociations dans ce domaine. Les questions ci-après, qui constituent une liste uniquement exemplative et non exhaustive, doivent occuper une place centrale dans les travaux futurs du CCM:

- Quels sont les problèmes que les Membres ont rencontrés dans la mise en œuvre des articles V, VIII et X du GATT?
- Quel serait le coût estimatif que les Membres en développement et les Membres les moins avancés devraient assumer pour prendre des engagements au titre des articles V, VIII et X du GATT de 1994 comme il a été suggéré au cours du processus de clarification qui a eu lieu jusqu'ici?
- Quel serait un mécanisme approprié et effectif permettant de compenser pour les Membres en développement et les Membres les moins avancés les dépenses additionnelles qu'ils devraient encourir pour mettre en œuvre les nouvelles règles et procédures?
- Quels sont les moyens possibles de faire en sorte que la latitude en matière de politique de développement des Membres en développement et les Membres les moins avancés soit préservée?
- Étant donné que certaines mesures de facilitation des échanges telles que le statut de négociant agréé peuvent être discriminatoires à l'encontre des PME du fait que celles-ci ont comparativement un volume d'échanges moins important et des ressources financières limitées, quels sont les moyens possibles qui pourraient être adoptés pour intégrer plus pleinement les PME dans le commerce international dans le cadre d'un accord possible sur la facilitation des échanges?
- Quels seraient les mécanismes adoptés pour traiter les situations dans lesquelles les infrastructures disponibles dans un pays Membre varient très fortement selon les différents points d'entrée?
- Étant donné que les "capacités de mise en œuvre" sont un facteur important dans ce domaine, les Membres en développement et les Membres les moins avancés seraient-ils exemptés de certains engagements du fait de l'absence d'une capacité de mise en œuvre adéquate? Dans l'affirmative, quels sont les paramètres permettant de déterminer la capacité de mise en œuvre des Membres?
- Eu égard aux préoccupations en matière de sécurité, quelles réponses peuvent être élaborées dans les nouvelles règles possibles concernant la facilitation des échanges pour neutraliser de tels effets défavorables sur le commerce? Jusqu'à quel point des principes tels que la proportionnalité et le critère de nécessité peuvent-ils s'appliquer à des procédures commerciales adoptées spécifiquement pour répondre aux préoccupations en matière de sécurité?
- Quelle est la nature du traitement spécial et différencié? Sera-t-il limité uniquement à la prolongation des délais ou à des niveaux d'engagement différents?

- Comment le concept d'"assistance technique et [de] renforcement des capacités accrues" peut-il être rendu opérationnel?
 - Étant donné que toutes les nouvelles règles et procédures proposées peuvent uniquement prendre la forme de principes de l'effort maximal, quelle est la justification de règles contraignantes?
 - Quelles méthodes possibles peuvent être envisagées pour accroître la coopération effective entre les autorités douanières dans le cadre multilatéral, qui pourraient compléter l'adoption de procédures de facilitation des échanges?
-